

Société Suisse des Juristes
Congrès de St-Gall des 29/30 septembre 2000

Workshop 4
« Exigences de la pratique, en particulier de l'économie à la formation juridique »

EXPOSE DE SYNTHESE

Les débats consacrés au thème intitulé « exigences de la pratique, en particulier de l'économie, à la formation juridique » ont tenté d'éclairer divers aspects d'une problématique large et complexe que sous-tend la définition de la mission de l'enseignement académique dans la formation professionnelle.

La première journée de nos travaux nous a conduit à dresser le profil d'un juriste en mutation. Dans le prolongement des constatations des rapporteurs, il nous est apparu que l'environnement économique, technique, social et culturel générait de nouvelles attentes à l'égard du juriste, du moins - le juriste n'est-il pas un caméléon - du juriste d'entreprise. Ainsi, l'emprise grandissante du droit dans le *management* extrait le juriste de sa coquille pour le faire évoluer d'un rôle de conseiller du client vers celui d'un « *legal entrepreneur* ». En d'autres termes, il doit être partie prenante dans l'orientation stratégique de l'entreprise, voire dans le processus décisionnel lui-même. Cette évolution requiert du professionnel qu'il soit en mesure de comprendre la logique économique du projet et d'en identifier les enjeux. Il doit pouvoir mesurer les risques, mais aussi les opportunités. Il doit être créatif pour apporter des réponses et des solutions. Enfin, il doit être capable de préparer des décisions puis d'aménager la communication.

Savoir, analyser, comprendre, décider, agir, communiquer, tels donc sont les maîtres mots du juriste tourné vers les besoins de l'économie. Face au décloisonnement des ordres juridiques, ce juriste idéal devra naturellement posséder une solide et large maîtrise de son droit national, et pas uniquement de la spécialité dans laquelle il excelle. Il devra encore faire montre de compétences intellectuelles, émotionnelles et linguistiques lui permettant d'exposer sa loi et d'appréhender les principes et les concepts d'ordres juridiques étrangers. Bien plus, il devra nourrir une vocation pluridisciplinaire et développer sa curiosité et sa capacité d'adaptation, en particulier dans le domaine des technologies de l'information et des biotechnologies, berceaux de la nouvelle économie.

Après avoir dépeint ce juriste idéal, il fallait encore s'interroger sur la capacité de l'Université de le faire naître en son sein, et si oui à quel stade de son développement. En d'autres termes, la Faculté de droit pouvait-elle encore s'offrir le luxe de former des généralistes alors que l'environnement économique commande la spécialisation.

Dans cette perspective, il est apparu, de manière un peu paradoxale, que plus le droit devenait vaste et complexe, plus la formation de base du généraliste se trouvait valorisée, en raison notamment de l'interdépendance des domaines du droit. Ainsi, l'enseignement

d'un tronc commun de principes fondamentaux demeure, selon l'opinion la plus répandue, le préliminaire nécessaire à toute spécialisation. L'opportunité d'inclure dans ce tronc commun des cours généraux d'économie d'entreprise et d'économie politique, ainsi que des cours d'introduction au droit anglo-saxon paraît néanmoins acquise.

Sous l'angle de la structure des programmes, ce constat plaide en faveur d'un système modulaire et pyramidal. Celui-ci débute par une formation de base générale - de type « *Bachelor* » - orientée vers les principes et les méthodes. Il se poursuit par un programme à la carte de type « *Master* », suivi d'un doctorat. Ce modèle, qui se généralise en Europe, inspire les réflexions de diverses universités, romandes et alémaniques, à l'instar du projet lucernois dont l'ambition se mesure à l'aune de son slogan : « *Kompetenz – studierenden freundlich – innovativ – fair – eurokompatibel* ».

Sur le plan méthodologique, force est de constater que le cours *ex cathedra* demeure le modèle de transmission des connaissances fondamentales. Il est vrai que les programmes de base paraissent s'ouvrir progressivement aux exercices pratiques, pluridisciplinaires et interactifs aux fins de valider, parallèlement à leur transmission, l'acquisition de ces connaissances. Les méthodes chères aux Universités anglo-saxonnes, telle la *case method* et le *team teaching*, demeurent cependant l'apanage des programmes post-grades tels que par exemple les *Masters of Business Law* des Universités de St-Gall et de Lausanne/Genève.

En conclusion, nos travaux ont démontré que l'évolution, à défaut de révolution, était en marche au sein de l'*Alma Mater* pour répondre aux exigences de l'économie. L'enseignement *ex cathedra* n'est plus exclusif et les chaires d'économie destinées aux juristes ou d'introduction au droit anglo-saxon se multiplient. De nombreux progrès restent néanmoins à faire sur le plan méthodologique, si l'on songe notamment aux potentialités de l'informatique dans l'enseignement à distance et la création de campus virtuels.

Sans doute une telle évolution est-elle coûteuse ; elle devrait donc conduire à renforcer la collaboration entre partenaires publics et privés. Il importe à cet égard d'élargir le cercle des partenaires de la formation. De ce point de vue, les milieux représentatifs des professions juridiques, de la Société Suisse des juristes aux organismes faïtiers de l'économie privé devraient être en mesure de prendre une part plus active dans le processus de réforme de l'enseignement. L'ensemble de ces partenaires pourraient alors s'atteler à élargir le champ de la réforme au-delà du contenu des programmes, en abordant de front la formation des enseignants, leur évaluation, la méthodologie ainsi que la mesure de l'implication de l'étudiant dans l'édification de sa formation et de sa personnalité. Loin de perdre son identité, la formation juridique pourra ainsi confronter son développement aux réalités de l'économie moderne et contribuer à conserver la capacité concurrentielle de l'enseignement dispensé par les facultés de droit helvétiques. En définitive, dans le domaine de la formation, comme dans d'autres, le *status quo* n'est qu'un regard vers le passé.

Jean-Luc Chenaux
Docteur en droit
Avocat au barreau vaudois